

Quels modèles de socialisme ? Les nouvelles figures du social, de l'économie à la démocratie

Fabrice Flipo

Thomas Coutrot, dans une contribution ancienne mais nullement dépassée, a essayé de proposer un état du débat des modèles de socialisme¹. Nous proposons ici d'en rappeler les traits saillants, avant de souligner quatre limites à la démonstration, et de proposer une voie de sortie vers plus de démocratie, fondée essentiellement sur la *Critique de la Raison Dialectique* sartrienne. Les travaux en philosophie sociale et politique depuis plusieurs décennies ont déjà indiqué que la voie de renouvellement du social se situe du côté de la démocratie radicale.

Table des matières

I. Les modèles de socialisme.....	1
II. Les limites de la démonstration.....	3
III. Voies de sortie.....	6
En forme de conclusion.....	9

I. Les modèles de socialisme

« *Marx n'a pas laissé le mode d'emploi de la société de producteurs librement associés qu'il envisageait comme futur de l'humanité* » (Coutrot p1). Le débat est donc ouvert, quant à ce qu'on entend par « socialisme ».

Dans une première partie Coutrot revient sur le débat autour du « calcul socialiste ». Il affirme que les adversaires théoriques du socialisme, « *pour l'essentiel l'école autrichienne* » incarnée par Hayek et Von Mises « *ont eu raison sur de nombreux points dans leur polémique à la fois contre la planification centralisée et le socialisme de marché* » (Coutrot, 2002 : 1). Deux points lui paraissent plus particulièrement cruciaux : « *le rôle de l'information privée dans la coordination économique, et la performance particulièrement efficace du mécanisme de marché pour traiter et socialiser cette information ; d'autre part les vertus incitatives des mécanismes concurrentiels et marchands* » (Coutrot p1). Plusieurs théoriciens socialistes ont pris cette objection au sérieux, « *en opposition avec Engels qui estimait le calcul économique inutile dans une société socialiste* » (Coutrot p2). Les théoriciens du socialisme de marché estiment que la demande finale des consommateurs doit jouer un rôle important, voire décisif, dans l'orientation des choix productifs, et qu'un système de prix flexible est le meilleur mécanisme pour y parvenir. Barone 1908 puis Taylor 1929 proposent une économie sans monnaie ni marché de capitaux, mais où les prix servent à mesurer la demande, par itérations successives depuis le centre : le Ministère fixe les prix et laisse les agents faire leurs choix, puis réajuste en fonction de ce que ceux-ci ont révélé de la réalité de la demande. Oskar Lange 1936 propose que les responsables des entreprises socialistes fonctionnent sous deux règles : efficience dans l'usage des ressources (meilleure allocation possible) et fixation du prix à son coût marginal. Le but est que l'offre réelle corresponde à la demande réelle, relativement à des coûts de production.

A toutes ces tentatives, Hayek (1935) et Von Mises répondent que l'information à traiter est toujours trop importante et que la fixation des prix anéantirait la motivation des acteurs et notamment des dirigeants d'entreprise à chercher des combinaisons optimales de facteurs et réduire les coûts. Comment les inspecteurs de l'État pourraient-ils vérifier les deux règles de Lange ? Coutrot conclut à l'avantage des Autrichiens, estimant que l'effondrement de l'URSS sera la confirmation matérielle de cette défaite intellectuelle des socialistes.

Trois courants ont cependant maintenu l'horizon socialiste.

1 Thomas Coutrot, Socialisme, marchés, autogestion : un état du débat, Séminaire Matisse, « Hétérodoxies », 18 octobre 2002. Texte disponible sur le site de Michel Husson: <http://gesd.free.fr/tcsoz.pdf>

Le premier reste hostile aux mécanismes marchands et cherche la solution dans une planification appuyée sur la démocratie directe et les technologies numériques, qui permettent un saut qualitatif dans la circulation et le traitement de l'information. Pour ces auteurs le calcul socialiste sans marché est possible, le facteur décisif est « *la transformation des rapports sociaux et des modèles de comportement, vers le dépérissement de l'opportunisme et de l'individualisme marchand* » (Coutrot p4). C'est le « *socialisme participatif électronique* », que Coutrot voit chez Ernest Mandel. Ce dernier estime que les ajustements par les prix n'ont d'impact significatif que sur 20 % maximum de la consommation, en moyenne, ce mécanisme peut donc sans dommage ou presque être remplacé par des consultations entre conseils ouvriers et congrès de consommateurs élus. Catherine Samary (1999) oppose le nombre de réunions qui serait rédhibitoire. Albert et Hahnel (1990 et 2002) ajoutent que les prix ne reflètent pas les coûts et avantages sociaux, du fait notamment des externalités ; mais ils retombent finalement sur Lange, faisant l'hypothèse d'un bureau centralisé, et ne répondant pas au problème de l'incitation.

Le second se rallie à la thèse de la supériorité du marché, mais cherche à le mettre au service d'un projet social démocratique et égalitaire, grâce à des mesures d'ordre juridique et réglementaire encadrant strictement les possibilités d'accumulation privée et d'enrichissement personnel. « *Il cherche à se rapprocher en pratique de l'idéal walrassien d'un marché de concurrence parfaite* » (Coutrot : 4). Alec Nove (1983) illustre cette perspective, se prononçant pour une diversité de formes de propriété : privée, étatique, sociale et coopérative, en écartant la propriété privée des grands moyens de production et d'information. Les grands choix d'investissement sont planifiés, le marché du travail est libre mais encadré. Roemer (1994, 1996) de son côté admet le marché en raison de la concurrence (qui alloue au mieux des ressources) et de l'économie d'information. Le problème réside dans les inégalités et la solution pour Roemer consiste à redistribuer les actifs des entreprises. La solution est la distribution de coupons par le Trésor public, qui n'est pas sans rappeler la Banque du Peuple proposée par Proudhon, chaque adulte recevant chaque année la même quantité. Les coupons sert à acheter des parts de fonds mutuels, pas de l'argent. L'idée est d'empêcher l'accumulation via l'héritage ou la fortune (chance, talent). Chaque entreprise tentera d'attirer les coupons des citoyens, d'où une concurrence vertueuse. Bowles et Gintis (1998) ajoutent que l'on peut inclure des dynamiques de contrôle intermédiaires au niveau des villes ou des communautés.

Pour Coutrot ces deux courants exagèrent les bienfaits des marchés et négligent leurs coûts économiques et culturels. Il rappelle notamment l'incomplétude des marchés et l'asymétrie d'information, remise au goût du jour par Stiglitz (1994), ainsi que les effets pervers de la rémunération au profit sur l'allocation des ressources. Les deux courants évoqués oublient donc les acquis les plus récents de la science économique sur l'imperfection de l'information et l'incomplétude des marchés, qui ruinent la thèse de l'autorégulation. Pour Coutrot nous devons au contraire prendre ces questions au sérieux.

L'auteur en vient donc à un troisième courant qui vise à domestiquer ou « socialiser » les mécanismes marchands dans le cadre d'un projet autogestionnaire (Ward, Elson, Devine, Schweickart, Andréani). La proposition générale est que l'allocation du travail et du capital soit soustraite du marché et régulée par des procédures démocratiques. Coutrot parle ici de « *socialisme autogestionnaire* », avec des marchés de produits mais sans marché de travail ni marché des capitaux, et avec un contrôle social de l'investissement. Deux auteurs sont plus particulièrement évoqués, Elson et Devine. Le premier estime que le marché est nécessaire, étant « *une protection de la liberté individuelle et un rempart contre la tyrannie personnalisée* » (Elson 1988 p12 cité Coutrot p11). Le problème réside dans les inégalités de solvabilité de la demande. Elles peuvent être surmontées par la redistribution. Elson critique la solution proposée par Mandel qu'il juge être une économie de la répétition sans possibilité d'innovation, et celle suggérée par Alec Nove qui croit un peu trop que les marchés sont efficaces. Il estime cependant que le marché ne fait pas que coordonner : il atomise les décisions. Il propose l'instauration d'un revenu de base et d'un système productif composé de systèmes d'entreprises publiques autogérées et autofinancées. Un Régulateur assure l'allocation du capital. L'électronique assure une nouvelle fois la circulation et la connaissance publique de l'information sur les transactions réalisées. Le marché du travail est socialisé de manière similaire, avec un organisme central qui regroupe offres et demandes, ainsi que les salaires et conditions de travail, ce qui permet de maintenir la mobilité et la liberté de l'emploi. Elson prévoit plusieurs systèmes évitant la fraude sur les informations. C'est un genre de commerce équitable avant la lettre. Coutrot objecte que la qualité de l'information ne semble pas très bien assurée. Devine suggère de son côté que la connaissance ne peut pas être entièrement codifiée et publiée ; aussi la propriété sociale entendue comme intégration des parties prenantes est-elle plus efficace

que la propriété privée. Cette idée a la faveur de Coutrot. Devine suggère aussi de remplacer les forces du marché, dans l'échange marchand, par la coordination négociée, c'est-à-dire que des « *organismes de coordination négociée* » prennent les décisions d'investissement d'un secteur.

En conclusion Coutrot estime que si l'on ordonne les modèles de socialisme en fonction de l'attitude par rapport aux mécanismes de marché, trois positions se dégagent : les socialismes électroniques qui rejettent le marché, les socialismes de marché qui en font un mécanisme neutre et les socialistes autogestionnaires qui l'acceptent « *comme un mal nécessaire* » mais « *socialisé* », notamment en ce qui concerne l'affectation du surplus social. Coutrot estime que les socialistes de marché font l'impasse sur les conditions sociales de l'efficacité relative du plan et du marché. L'avantage comparatif du marché vient largement de sa capacité à mobiliser une information que les agents économiques n'ont pas intérêt à communiquer à l'exemple du marché de droits à polluer (Gastaldo 1992). Un résultat plus général est que plus les comportements sont égoïstes plus le marché est préférable au plan ; son efficacité est liée au degré d'opacité sociale, qui découle des comportements stratégiques égoïstes des détenteurs de ressources. Si les individus sont égoïstes et opportunistes, qui va respecter les règles proposées par Romer, par exemple ? Il ne paraît pas possible de penser un système capitaliste sans intervention publique socialiste, mais qui va l'incarner ? L'objectif devrait donc être de promouvoir le dépérissement des comportements opportunistes et égoïstes. D'ici là il est vain de proposer des mécanismes détaillés. Pour Coutrot, c'est Elson qui a défini de la façon la plus claire à la fois la nature d'une économie socialiste : « *un processus de coordination qui permette d'éviter le chômage et l'inflation, tout en conduisant à des gains de productivité et à la satisfaction des besoins des gens* » ; et la direction pour y parvenir : non pas l'abolition des mécanismes de marché, mais leur dénaturation et dépérissement progressifs, dans un processus de très longue durée banalisant la coopération et l'extension du domaine de la gratuité. « *L'efficacité et l'utilité de la planification ne sauraient donc que croître en profondeur à mesure que l'on avancera dans cette direction* » (Coutrot p16).

II. Les limites de la démonstration

Quatre remarques peuvent être faites à cet exposé, pour en montrer les limites, et suggérer ensuite des voies de dépassement.

La première est que Thomas Coutrot accorde encore trop à l'économie néoclassique. Le texte discute principalement avec Hayek, qui ne fournit pas de représentation réaliste de l'économie, quand celle-ci est prise dans sa globalité ; d'ailleurs l'auteur le reconnaît, quand il pointe brièvement le fait que l'économie est instituée. Mais comment l'est-elle ? Sur quelle théorie de l'institution s'appuie-t-on ? C'est là un point clé, qui est absolument nécessaire pour pouvoir dissocier « les égoïstes » des autres, qui représentent le possible « sujet historique » sur lequel un socialisme peut éventuellement s'appuyer. Le fait de ne voir dans le marché que ce qu'en dit Hayek pose un problème majeur, puisque nous nous retrouvons essentiellement face à des individus égoïstes. La « socialisation » évoquée comme remède est alors une sorte de *deus ex machina*, ou de pétition de principe (sont socialistes ceux qui ne sont pas égoïstes), portée par des sujets dont le rôle et la légitimité ne sont pas suffisamment théorisés. Marx aurait probablement rangé ces constructions socialistes dans la catégorie du socialisme « critico-utopique » (Fourier, Saint-Simon, Owen etc.), qui substituent leur propre ingéniosité à l'activité sociale, « *pour eux l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans sociaux* » (Marx, 1848 : 60). Thomas Coutrot a raison de s'en méfier. Mais n'a-t-il pas créé la difficulté de toutes pièces, en choisissant Hayek comme interlocuteur principal ? De nombreux travaux, à la suite de Polanyi, Granovetter, Karpik, Callon et bien d'autres ont montré que les marchés sont institués et que la vision d'un *homo economicus* égoïste était peu réaliste. Les travaux de socioéconomie ont par exemple ajouté la catégorie de « coopétition » à la simple alternative entre coopération et compétition. Le fait de s'appuyer sur Hayek fournit une image bien catastrophique des sociétés dans lesquelles nous vivons. Elle revient à dire que le socialisme n'a pratiquement aucune base sociale, difficile à partir de là de parvenir à autre chose qu'un socialisme porté par quelques héros qui seuls échapperaient à l'égoïsme.

Une seconde remarque porte sur le type de rationalité que le socialisme entend instituer à la place de « l'égoïsme ». De nombreuses parties du texte ne semblent pas remettre en cause la poursuite de l'intérêt économique, en réalité, qui est vu comme bénéfique, notamment en termes « d'incitation », de gains de productivité et par là de satisfaction d'au moins une partie des besoins. La proposition d'Oskar Lange semble tout bonnement stupéfiante, d'instaurer des règles qui reviennent finalement à contraindre le socialisme à

réaliser le capitalisme pur et parfait. N'avoue-t-il pas là une certaine vérité du socialisme ? Sa prétention à « faire mieux » que le capitalisme en termes d'efficacité économique a en effet été très présente, historiquement, avec l'idée que la planification puisse surmonter « l'anarchie capitaliste » jugée responsable de provoquer des crises inutiles. Cette thèse a trouvé des adeptes jusque du côté des libéraux. Schumpeter pensait que cette évolution était inéluctable, tant la logique économique de recherche de la productivité maximale conduisait les entreprises à évoluer comme le suggérait Marx, vers une concentration toujours plus grande, et donc une concurrence chaque jour raréfiée. Depuis Schumpeter le capitalisme s'est beaucoup transformé, en se mondialisant et en organisant les entreprises en réseau d'unités semi-autonomes. Mais dans de nombreux secteurs il revient en effet à une sorte de concurrence monopolistique, le numérique en est un bon exemple (Google, Apple, Facebook et Amazon). Ce que dit Coutrot de l'état du débat sur le socialisme montre cependant que la différence entre capitalisme et socialisme n'est pas si évidente et que « les égoïstes » sont décidément difficiles à identifier. La définition proposée par Elson confirme que la rationalité socialiste est économique au sens où elle vise aussi efficacité et efficacité, tout comme chez Hayek. Ce dernier appelle « individualisme » ce que les théoriciens socialistes semblent appeler « égoïsme ». Dans les deux cas on retrouve l'idée de Louis Dumont selon laquelle la poursuite de l'individualisme (et non de l'égoïsme) génère le bien public. Dumont avait d'ailleurs suggéré que socialisme et capitalisme faisaient dans le fond le même rêve, d'un marché parfaitement autorégulateur, ne divergeant que par les moyens d'y parvenir. La position d'Oskar Lange accreditait aussi cette idée. Cette proximité explique que l'écologisme, qui porte un tout autre regard sur cette rationalité, ait été amené à utiliser le terme « productivisme » pour souligner la manière dont il se sépare de cette rationalité commune aux deux systèmes, qui ne divergent réellement que sur des questions de (re)distribution des places et des revenus. Les travaux historiques les plus récents montrent que le socialisme se fonde dès le départ sur l'idée d'un usage différent des mêmes outils, qui ne sont donc pas remis en cause.

Une troisième remarque est que Thomas Coutrot lit Hayek un peu trop en économiste. L'enjeu de l'argument de Hayek, ce n'est pas seulement que l'information est inéluctablement décentralisée, mais que la liberté consiste en l'existence d'un pluralisme de choix concrets, ce qui se matérialise par le refus des monopoles. Coutrot ne voit pas que ce que le socialisme appelle « concurrence » recouvre aussi ce que l'on peut appeler un pluralisme des options et une liberté de choix en acte, n'attendant pas l'autorisation d'une autorité centrale pour exister. Le modèle d'Hirschman suffit à en montrer toute l'importance. Cet auteur suggère qu'un individu dispose de trois manières pour exprimer son opinion : *voice*, *exit* et *loyalty*, c'est-à-dire s'exprimer (protester, proposer etc.), s'en aller ou souscrire aux options proposées en les suivant silencieusement. Ce simple modèle suffit à montrer que la planification est un dispositif qui interdit l'*exit*, au motif que celui-ci est nécessairement égoïste. Le problème est que l'interdiction de l'*exit* impose, pour que la démocratie soit respectée, que le plan organise parfaitement la possibilité de chacun de se faire entendre (*voice*). Et si tel n'est pas le cas alors le plan ne sera plus un instrument de libération mais un instrument d'oppression : il supprimera la possibilité de l'*exit*, sans ouvrir de canal pour la *voice*. C'est une manière de définir la bureaucratie. Ni Thomas Coutrot ni les théoriciens qu'il examine n'ont envisagé ce qu'ils appellent « le marché » de cette manière-là aussi passent-ils à côté de l'enjeu. Le marché est certes la possibilité de l'exclusion forcée, mais il est aussi la liberté de choisir des options et d'en proposer, ce qui est particulièrement crucial du côté écologiste de transformation des modes de vie, par exemple, pour autant que le pouvoir de l'État est durablement inaccessible, comme le montre l'expérience. Que choisir, finalement ? Le plan et le marché présentent tous les deux un risque d'*exit* forcé, soit par exclusion des choix concrets, soit par surdité du planificateur central. Dans les deux cas la liberté est détruite. Le manque de sensibilité des théories examinées par Coutrot (et de Coutrot lui-même) aux risques engendrés par la planification conduit à penser que les leçons de l'histoire n'ont guère été retenues. C'est avec Crozier qu'il eût fallu discuter avant d'avancer que l'institution est un simple instrument qui peut être mis au service de toutes les fins, pourvu qu'on ait l'information et que la propriété privée ait été abolie.

Ajoutons que pour que le plan soit une alternative convaincante, ses promoteurs devraient pouvoir en faire la démonstration, et être exemplaires en matière de *voice*. Or tous les travaux de sociologie politique montrent que l'*exit* est massivement pratiquée, à gauche du PS. La gauche de la gauche ne démontre pas, par ses actes, le caractère émancipateur de la planification entendue comme régulation de l'économie par la *voice*. Ses pratiques indiquent plutôt l'extrême importance de maintenir une possibilité d'*exit*. Elle-même n'accepterait pas qu'une telle possibilité lui soit retirée. L'histoire récente des organisations va dans ce sens, qu'il s'agisse

de Podemos en Espagne, qui s'est largement construit à l'extérieur des entités existantes, ou de l'échec du NPA, qui illustre que les organisations, même anticapitalistes, demeurent avant tout des organisations, c'est-à-dire des entités difficiles à réformer de l'intérieur. Dans ces conditions, comment reprocher à l'individu qui ne veut pas d'EDF, en raison du nucléaire, de vouloir disposer d'Enercoop ? Est-il un égoïste, au motif qu'il choisit Enercoop parce qu'il pense que la lutte contre le risque nucléaire ne peut attendre que les syndicats ou les partis se mettent d'accord ? L'égoïste n'est-il pas plutôt celui qui, derrière le nucléaire, défend son emploi ou sa conception de l'économie ? L'exit mérite donc d'être reconsidéré, de même que l'égoïsme. On peut bien déclarer que la planification sera démocratique et ouverte aux parties prenantes, la question demeure de savoir si la voix sera efficace ou s'il n'est pas prudent de prévoir les conditions de l'exit. Si tel est bien le cas alors l'exit ne devrait pas être confondu avec un comportement « égoïste », car on en vient alors assez rapidement à avaliser cette inversion mortifère des moyens et des fins qui a contribué à causer la perte des régimes socialistes : l'égoïste, finalement, c'est celui qui a le tort de ne pas se comporter comme le suggère l'avant-garde auto-proclamée, qui se trouve seule propriétaire de la définition de l'égoïsme. L'histoire montre que ce genre de privatisation du pouvoir n'est pas une hypothèse d'école. La socialisation proposée dans ce cas serait une émancipation simplement formelle, se traduisant en réalité par l'exclusion d'une partie toujours plus grande des individus, décrétés ennemis du peuple, puisqu'« égoïstes ». On ne peut que rejoindre Patrice Cohen-Séat qui regrette que si peu de leçons aient été tirées des socialismes d'État². Se désolidariser des stalinien comme il est coutume de le faire en cas de pareille objection revient simplement à attester de sa bonne volonté. Autre chose est d'élaborer une théorie conséquente du pouvoir et de l'émancipation, et de se doter de programmes politiques qui en tiennent compte.

Une objection pertinente cependant est que ce qui est choix pour les consommateurs est possiblement mise en concurrence et nivellement par le bas pour les travailleurs les plus fragiles. C'est juste. Mais dire cela, c'est d'abord dire que les mouvements sociaux sont désormais pluriels, et qu'ils portent des revendications multiples et parfois incompatibles entre elles, contrairement à la situation qui a longtemps prévalu dans le marxisme et le socialisme classiques où un seul sujet de l'histoire était reconnu : le mouvement ouvrier ou salarié. La cohérence du socialisme était donc fournie de l'extérieur – du moins théoriquement, car en pratique les socialismes réels se sont montrés relativement incapables d'instaurer un pluralisme digne de ce nom. C'est d'ailleurs l'une des objections majeures de Hayek, que les modèles de socialisme examinés n'ont pas pris au sérieux, contrairement à ce que soutient Thomas Coutrot. Penser que le pluralisme puisse se réduire à de l'information sur ce que l'on a envie de consommer revient à dire qu'il n'y a dans le fond pas d'arbitrage à rendre, que les individus « non-égoïstes » sont en état d'harmonie préétablie qu'un planificateur « non égoïste » pourrait entièrement satisfaire. L'exemple de la transition écologique suffit à montrer que les choses ne se présentent pas ainsi : faut-il produire des voitures électriques en nombre ? Ou de supprimer les voitures au profit des vélos, comme le revendiquent certains mouvements de la décroissance ? Ces exemples montrent que les socialismes de marché qui se contentent d'une révélation des préférences par les prix se fondent sur une conception très réductrice de la manière dont les choix sont faits en société. Le problème n'est pas seulement « d'information » : il est de représentation, de discussion, de construction collective des modes de vie, qui comportent une part privée variable, garantissant la liberté de conscience et d'expérience nécessaire pour que chacun se forge librement ses propres options. La qualité de l'espace public s'avère déterminante – et là encore c'est un parent pauvre des socialismes réels comme des propositions socialistes abordées par Coutrot. Ajoutons que les conditions économiques ont beaucoup évolué, depuis l'époque de Marx. La solution de la planification pouvait peut-être sembler déterminante à l'époque du capitalisme industriel et du paupérisme, mais à l'ère de la société de consommation et des sociétés transnationales, de quelle planification avons-nous besoin, exactement ? Cela demande à être précisé. Comment réformer la programmation pluriannuelle des investissements dans le domaine de l'énergie³, par exemple ? L'élargir aux parties prenantes ? L'ouvrir au débat public ? Au tirage au sort ? Le rôle de la propriété privée ou « sociale » doit être plus explicitement théorisé.

Le fait que les socialismes examinés par Thomas Coutrot n'aient manifestement pas en tête ce genre de cas démontre qu'ils se font avant tout les porte-parole du mouvement ouvrier et de ses revendications. C'est une idée récurrente, dans le socialisme, que le mouvement ouvrier sait ce qu'il veut et qu'il ne lui manque que le pouvoir de le faire. Outre le fait que cet unanimité n'est qu'apparent, comme le montrent les travaux sur les

2 Peuple ! 2015

3 Arrêté du 7 juillet 2006 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production d'électricité .

mouvements ouvriers⁴ et sur les socialismes⁵, le pluralisme des revendications doit aujourd'hui être élargi vers ce que la sociologie a appelé les « nouveaux mouvements sociaux » et qui s'est traduit en philosophie politique par les courants structuralistes et post-structuralistes. Ceci nous amène à une quatrième et dernière remarque, une nouvelle fois autour de la question du pouvoir. Les socialistes utopiques discutés par Coutrot ne tombent-ils pas sous le coup de l'accusation de Bakounine envers les communistes autoritaires ? Leurs théories ne vont-elles pas devenir de nouveaux dogmes ? C'est un peu ce que suggère Thomas Coutrot quand il suggère qu'aller trop loin dans l'élaboration de sociétés alternatives n'est peut-être pas très utile. Pour autant Coutrot reste attaché au plan, dans ce texte, et à l'idée que moins les individus sont égoïstes, plus ils sont compatibles avec le plan, alors qu'on peut très fortement douter de cette équation politique, à partir du moment où l'on intègre un pluralisme de mouvements sociaux et que l'on estime que le dépérissement du débat et de l'exit est peu plausible – voire même non souhaitable. Le problème est à nouveau celui de l'appropriation privée de la définition de l'égoïsme. Qui sont les ennemis du peuple ? Qui incarne la liberté ? Tout mouvement organisé de la société civile a son idée sur l'identité des égoïstes. Ce pluralisme ne peut pas être résolu simplement de manière théorique, même si la théorie peut aider. La confiance mise par les socialistes dans leur propre bonté ou bonne volonté, dans leur capacité à échapper à ce qu'ils appellent l'égoïsme est assez confondante. Comment combat-on le risque de narcissisme et de discours moralisant envers des individus qui, n'agissant pas conformément aux critères du non-égoïsme, sont tous en puissance des ennemis du peuple ? La perspective de la démocratie radicale suggère plutôt que ceux qui s'élèvent au-dessus des autres pour parler en leur nom doivent rendre des comptes. Là est le problème pratique qui est à résoudre, plutôt que d'idéaliser le plan. Les propositions militantes doivent donc passer au crible des mandataires qu'ils s'imaginent servir, ou risquer de reproduire ce qu'ils disent combattre à savoir prendre le pouvoir pour eux-mêmes et non pour l'intérêt général. Des procédures réellement démocratiques doivent donc inclure autre chose que la prise de pouvoir par les militants, elles doivent inclure par exemple du tirage au sort ou de l'élection qui permette à la société au sens large de participer et d'évaluer les revendications.

Le but de ces quelques remarques est d'aller un petit peu plus loin sur un chemin réaliste vers ce qu'on pourrait appeler le communisme, si ce terme n'avait pas été largement sali par toutes sortes de pratiques qui n'ont de communistes que le nom. Cette seconde partie peut être conclue par le dernier paragraphe de Trotsky dans *La révolution trahie* : « *Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale véritable sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchevique, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront d'abord ramenées aux proportions que commande la stricte nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire.* »

III. Voies de sortie

Résumons : le socialisme entretient avec le capitalisme le souci d'une rationalité maximisatrice et « optimisatrice », à laquelle les écologistes n'adhèrent pas, au sens où ils souhaitent optimiser autre chose, et autrement ; le plan ne garantit pas de gain évidente dans l'ordre de l'émancipation, à partir du moment où ce qui est appelé « le marché » est confondu, dans l'analyse, avec la liberté de vivre sa vie et proposer de nouvelles organisations au sein de la société, bref avec certains aspects des libertés civiles et politiques ; enfin le problème de « l'égoïsme » n'est pas suffisamment bien défini pour que l'on puisse sans crainte

4 E.P. Thompson, Rancière notamment

5 Chaniel, Bourdeau, Ducange

s'appuyer sur les analyses proposées par Thomas Coutrot et les auteurs qu'il discute pour en conclure que les solutions proposées seraient nécessairement meilleures que celles qui sont actuellement en place. Le socialisme de marché restera vraisemblablement l'option préférée, et de loin, parce que les deux autres présentent pour le dire vite un risque élevé de dictature. Elles fabriquent un lieu central au pouvoir démesuré. Face à cela nous devons nous rappeler ce que Trotsky a dit de Staline : « *Staline représente un phénomène absolument exceptionnel. Il n'est ni penseur ni écrivain, ni orateur. [...] Il prit possession du pouvoir, non grâce à des qualités personnelles, mais en se servant d'une machine impersonnelle. Et ce n'était pas lui qui avait créé la machine, mais la machine qui l'avait créé; avec sa puissance et son autorité, elle était le produit de la lutte, longue et héroïque, du Parti bolchevik (...). Lénine l'avait créée en une association constante avec les masses [...]. Staline se borna à s'en emparer* » (Trotsky, *Staline*, 1940). Les théoriciens socialistes étudiés par Coutrot proposent de fabriquer la machine dont parle Trotsky et n'avancent aucun garde-fou clair contre un éventuel Staline. Et cela vaut aussi pour le socialisme de marché.

Le problème doit donc être repris à nouveaux frais. La piste la plus évidente pour y parvenir est de sortir du réductionnisme économique et de son utilitarisme. Rien ne sera possible sans cette étape préalable. Nous nous appuyons ici sur la *Critique de la Raison Dialectique* de Sartre, qui avait pour ambition de dégager les conditions de possibilité d'une raison émancipatrice. Sartre distingue deux modalités du social, avec d'un côté les groupes, où tout le monde régule tout le monde, par la discussion, ce qui suppose que les ensembles pratiques soient de petite taille, et de l'autre les collectifs ou institutions, où les individus sont dans des situations répétitives et pour cette raison qualifiés de sérielles, qui n'ont pas été construites par eux. Un fait institutionnel et sériel est par exemple que tous les plombiers sachent réparer la tuyauterie, ou que les syndiqués sachent organiser une manifestation sans avoir besoin d'en discuter. La notion de « répertoires d'action » proposée par Tilly et Tarrow est une conception proche mais plus limitée de cette notion de série. Dans l'institution l'individu est inessentiel, au sens où la singularité s'efface assez largement – bien que chacun personnalise partiellement sa fonction à son désir. Dans le groupe au contraire rien ne se fait sans l'avis de tous aussi chacun est-il essentiel et existe sur le mode de la singularité pure. A partir de là chez Sartre « *l'intelligibilité fondamentale [de la] raison dialectique [...] est celle d'une totalisation* » (Sartre, 1960 : 160). La totalisation est un processus, une unification en acte, pas seulement idéale ou symbolique ; elle est *effective*, au sens de Hegel. La totalisation se distingue de la totalité, qui est un résultat. L'activité totalisante « *resserre tous les liens et fait de chaque élément différencié son expression immédiate et sa médiation par rapport aux autres éléments* » (*ibid.* : 162). Se totaliser c'est se temporaliser et se spatialiser, bref se situer, ce qui implique une dimension que l'on pourrait presque dire d'aménagement du territoire, pour bien saisir ce qui se joue. « *La découverte capitale de l'expérience dialectique, je le rappelle tout de suite, c'est que l'homme est « médié » par les choses dans la mesure même où les choses sont « médiées » par l'homme* » (Sartre, 1960 : 193). La relation des hommes entre eux est donc ternaire : moi, l'autre et l'objet (*ibid.* : 221), qui est le milieu dans lequel nous manifestons notre transcendance. La multiplicité des agents dialectiques entraîne un atomisme de second degré : la multiplicité des totalisations. Une raison est dialectique lorsque les totalisations se totalisant entre elles génèrent ce que tous estiment être l'harmonie au sens de Whitehead, l'Absolu hégélien ou l'Idée théologique kantienne. Dans une telle situation en particulier le travail est payé à sa valeur.

A partir de cette analyse des séries et des groupes Sartre met en évidence l'existence d'une position très particulière, qui dote un individu ou une petite minorité d'un rôle unique, au pouvoir potentiellement démesuré. Replaçons-nous en effet dans la situation. Les individus engagés dans la série ne peuvent pas avoir de perception directe de l'effet collectif des comportements dans lesquels ils sont agrégés. C'est pour cette raison que Marx dit qu'ils ne savent pas l'histoire qu'ils font. Tous les individus sont dans cette situation qui est d'être la partie d'un processus qui peut être très vaste, tels que l'Empire romain ou la mondialisation économique. Dans le même temps ils ne peuvent éviter de se poser la question du sens et de la vérité de leur action, pour le situer. C'est de l'espace public qu'ils obtiendront cette information, des médias, du bouche-à-oreille et de tous les autres moyens disponibles qui permettent la totalisation. S'il s'avère que des disharmonies se font jour, alors se pose la nécessité de réguler ces séries, de les faire évoluer pour surmonter les conséquences négatives qu'elles peuvent provoquer. L'espace public, qui peut être fragmenté en de nombreux publics séparés, comme l'avait fait remarquer Pierre Bourdieu, est le lieu où se produit le débat, qui peut avoir lieu directement ou au travers de délégations, en raison notamment du grand nombre d'individus. Les travaux de Pierre Rosanvallon le font partiellement apparaître : la médiation des individus entre eux passe

par toutes sortes de supports techniques tels que des journaux, internet etc. et peut se jouer à grande distance⁶. Benedict Anderson montre le rôle de l'imprimerie dans la constitution des nations, en tant qu'elle permet de stabiliser un langage, un code, une grammaire sur de vastes superficies, ce qui était difficile voire impossible avec l'oral, celui-ci ayant tendance à diverger très rapidement, étant très évolutif⁷.

Du caractère unitaire des totalisations découlent cependant l'émergence de points focaux, qui les incarnent. « *L'existence d'un souverain se fonde négativement sur l'impossibilité (subie ou consentie ou les deux : il faudra le déterminer) pour chaque tiers de redevenir directement régulateur* »⁸. C'est de ce point focal que les individus engagés dans les séries peuvent apprendre ce qu'ils font, collectivement. Étant le lieu qui permet de *savoir*, il est aussi le lieu qui permet de *pouvoir*, toujours collectivement. Si Sartre parle de « quasi-souveraineté » et non de souveraineté pour désigner la qualité propre de cet endroit c'est pour bien marquer le fait que ce lieu de totalisation est distinct des individus qui sont engagés dans les séries. Il n'est pas le même que celui occupé par ces individus et ne peut pas l'être. Mais sa centralité lui confère un pouvoir considérable soit *d'organisation* soit de *blocage*, en tant qu'il fait autorité, symboliquement ou matériellement (violence légitime), c'est là le point principal qui est à retenir. Le quasi-souverain peut être sectoriel et spécialisé, dédié à la guerre, à l'information, à la production etc. Un journal est un quasi-souverain à sa manière. Michel Foucault a montré comment des micropouvoirs sont à l'œuvre partout, dans la prison, les hôpitaux etc. L'État émerge en tant que lieu généraliste, le point où toutes les perspectives se rencontrent, le quasi-souverain des quasi-souverains. Si la souveraineté continue d'appartenir aux individus, qui sont ceux qui agissent au quotidien, ceux qui sont les récepteurs centraux des informations et qui en retour donnent à voir quels sont les conflits, les décisions etc. possèdent un pouvoir considérable, qui peut être augmenté de diverses manières, jusqu'au totalitarisme. L'atomisme des individus qu'Elson réserve au marché peut être relativisé : le plan n'unifie pas forcément davantage. Le pouvoir central n'est pas *la* souveraineté, qui reste factuellement dans les mains des individus, qui continuent d'agir, qu'on le veuille ou pas, sauf à les éliminer (solution à laquelle recourt le totalitarisme) ou à les enfermer. Les pouvoirs d'organisation du quasi-souverain sont en outre limités par la disposition des séries, des fonctions, telles qu'elles sont disposées, dans la matérialité du monde. S'il promulgue des règles qui sont concrètement impraticables, soit qu'elles ne soient pas voulues par les individus soit qu'ils ne puissent matériellement pas s'y conformer, même s'ils le voulaient, elles seront tout simplement sans effet. Tout le pouvoir ne se concentre jamais dans l'État, son influence est toujours indirecte.

Qu'est-ce que nous indique cette conception du pouvoir ? Elle nous permet tout d'abord de réévaluer la proposition de Hayek. L'économiste autrichien a raison de pointer les risques de dictature mais a tort de croire que la limitation des pouvoirs de l'État garantit quoi que ce soit contre les abus de pouvoir dans l'ordre de l'économie. Il sous-estime en outre les possibilités de la démocratie, en n'envisageant que sa forme parlementaire et aristocratique. Il ne théorise pas correctement la question du pouvoir, et échoue donc à proposer des solutions pertinentes pour en limiter les abus. Les diverses théories socialistes examinées par Coutrot de leur côté échouent sur le même point : démontrer qu'elles limitent concrètement les abus de pouvoir. Elles comportent néanmoins quelques pistes intéressantes, qui se trouvent occultées par l'obsession de se situer principalement par rapport au plan ou au marché. L'abolition du marché du travail par exemple pourrait s'appuyer sur des propositions qui existent, qui vont du plein-emploi avec RTT à l'instauration d'un revenu de base, en passant par la sécurité sociale professionnelle. Aucun moyen théorique n'existe pour trancher entre ces différentes options politiques. La « planification » de l'investissement peut passer par des règles contraignantes imposées aux banques, avec cette limite que dans une économie mondialisée la souveraineté de l'État français ne dépasse pas ses frontières. Une planification n'abolirait pas ce problème. La perspective développée par Sartre prend pleinement en compte l'idée qu'il n'y a pas de « meilleure allocation des ressources » qui soit déterminable de l'extérieur des individus, par exemple par des économistes. La meilleure allocation dépend des désirs des individus, y compris en ce qui concerne le critère de l'efficacité. Sartre rend aussi compte de ce que le prix n'est que l'un des multiples critères à partir desquels les arbitrages individuels s'organisent et se renouvellent. Ce que mesure l'économie néoclassique n'est que l'évolution graduelle des choix, tout ce qui va au-delà est de l'ordre de l'interprétation ou de la surinterprétation dont les

6 Voir Pierre Rosanvallon, *Le peuple introuvable*, Paris, Seuil, 1988 ; *La démocratie inachevée*, Paris, Gallimard, 2000 ; ou encore *La légitimité démocratique*, Paris, Seuil, 1988.

7 Benedict Anderson, *Imagined communities* [1983], Verso, 2006.

8 Jean-Paul Sartre, *Op. Cit.*, 1960, p. 698.

économistes ne sont malheureusement pas avarés et qui indique surtout qu'ils disposent d'un pouvoir exorbitant. La question d'une expertise de qualité se trouve ainsi posée. Elle ne peut se résumer à mettre les militants au pouvoir, ceux-ci doivent faire la preuve de l'intérêt public de leurs solutions, ou risquer de s'ériger en quasi-souverains alternatifs à ceux qui sont en place, se fermant à la discussion. Sartre montre aussi pourquoi les médias jouent un rôle de première importance, alors qu'ils sont pratiquement absents des modèles de socialisme examinés par Thomas Coutrot. Leur institution devrait être soigneusement étudiée, et critiquée. Enfin l'argument d'une neutralisation des héritages ne pose pas de problème, pourvu de ne pas le faire par des moyens qui constituent en eux-mêmes un pouvoir échappant à tout contrôle. C'est d'ailleurs l'une des premières critiques faite à l'impôt, depuis toujours : qu'il soit mal utilisé.

En forme de conclusion

Nous avons exposé les idées contenues dans le papier de Thomas Coutrot autour des trois formes de socialisme et nous avons formulé quatre limites : une conception trop étroite de l'être humain, une rationalité socialiste trop proche de la rationalité capitaliste, l'enjeu de l'exit, derrière celui du choix et de ce qui peut apparaître aussi comme de la concurrence, le pluralisme des mouvements sociaux et enfin le risque inhérent à ceux qui s'élèvent au-dessus du peuple pour désigner qui sont les égoïstes et les ennemis du peuple. Nous avons proposé une lecture à partir de Sartre qui réévalue ce débat sur le socialisme et ouvre à notre sens bien des pistes qui demeurent inexploitées et gagneraient largement à être connues, afin que de nombreux esprits s'en emparent et les élaborent davantage. Les conclusions auxquelles nous aboutissons sont génériques et rejoignent les travaux de Pierre Clastres ou de Miguel Abensour, qui font de la démocratie l'enjeu véritable de l'émancipation, le socialisme étant une idéologie trop étroitement liée à un mouvement social pour être susceptible de réaliser l'union. Le nom de l'alternative doit être considéré comme relevant de ce qu'Ernesto Laclau appelle un « signifiant vide », à savoir un signifiant sous-déterminé, susceptible d'accueillir un pluralisme de sens. C'est le résultat de ce que les sociologues appellent plus banalement une « montée en généralité », ainsi par exemple avec la « justice climatique », qui va des inégalités Nord-Sud aux enjeux de justice environnementale, qui n'ont souvent aucun rapport l'un avec l'autre, ou des « grands projets inutiles et imposés » qui regroupe une grande diversité d'enjeux concrets. Socialisme, antiproductivisme ou transition sont des signifiants vides par rapports auxquels il est préférable d'avoir une attitude instrumentale plutôt que fétichiste, si l'on veut que la discussion ait lieu. C'est sans doute dans ce contexte que peut se comprendre la proposition et les limites d'une voie telle que « l'écosocialisme », qui parle aux socialistes, mais seulement à une fraction des écologistes. Est-ce suffisant ? Sans doute pas. Sous l'angle des « nouvelles figures du social » enfin l'écologie apparaît comme une nouvelle manière de comprendre le lien social, le rapport à autrui se trouvant médiatisé non seulement par l'échange à rendements croissants mais aussi par la biosphère et ses composantes. Dans ce contexte « le social » peut peut-être se comprendre comme renvoyant à ce qui, dans l'organisation du monde, est politique au sens large, à savoir relève d'un défaut de qualité de la communauté, un tort, une injustice, une inégalité, quelle qu'en soit la teneur, alors que « le social » au sens socialiste du terme s'intéresse de manière spécifique au rapport entre capital et travail. C'est du moins dans ce sens que la philosophie sociale et politique s'est déplacée, depuis près d'un demi-siècle, la controverse avec Althusser autour de *Lire le Capital* pouvant peut-être servir de point de repère.